L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

G. P. WEBBER & Co. — Rédacteurs-Propriétaires. — NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 12 AOUT 1862. — G. P. WEBBER, P. LIMET. — E. DUFOUR, S. HARDY. — Editeurs-Propriétaires.

Nouvelle-Orléans
MARDI MATIN [12 AOUT.

Vente à Prisons de ce jour.

Par B. B. Sykes, à 10 heures, dans la cour des Messieurs, No 5½—pièce de bois, balle d'osier, bac, &c. &c.
Par E. Roger & Co, à leurs salles d'encan—marchandises sèches de saison.

Parlement anglais.

Débats sur la motion Lindsay.

(*Séance du 18 juillet.*)

Le longueur des débats qui ont eu lieu dans la séance du 18 juillet du Parlement anglais sur la motion de M. Lindsay ne nous permet que de donner le substance du discours de l'honorable membre et de celui de lord Palmerston et nous nous bornerons à une courte analyse des autres discours.

A l'ouverture de la séance M. Clay a demandé à M. Lindsay d'ajourner de nouveau sa motion sous prétexte que les bruits qui circulaient sur la confédération en faveur du Sud, rendaient la discussion sur la médiation ou la reconnaissance tout-à-fait inopportune; mais M. Lindsay ayant refusé, la parole lui a été donnée pour développer la motion qu'il avait présentée dans le mois de juin et qui est ainsi conçue :

"*Résolu*, que dans l'opinion de cette Chambre, les Etats qui se sont séparés de l'Union de la république des Etats Unis, ce sont si long temps maintenus sous un gouvernement séparé et établi, ont donné une telle preuve de leur détermination de soutenir leur indépendance et du pouvoir qu'ils ont de la faire, que la convenance d'une offre de médiation, ou vue de la reconnaissance de leur indépendance, ne peut être mise en question, sans degré de l'intention sérieuse et immédiate du gouvernement de Sa Majesté."

Voici le résumé du discours de M. Lindsay :

M. LINDSAY (libéral) se lève et expose l'objet de sa résolution dont il espère le succès. Il ne sera pas à abandonner la dernière partie de sa motion primitive, mais il espère que la Chambre adoptera l'autre partie. Le seul point à discuter est la convenance de la médiation ; pour l'établir il rechercherai l'origine de la guerre puis on établira les causes et on retracera les effets, ensuite il montrera que la fin de la guerre doit être la séparation, et enfin il s'efforcera de vaincre l'humanité et nos propres préjugés pour démontrer que l'heure de l'intervention est arrivée."

M. LINDSAY croit que la désunion ne vient pas d'une impulsion momentanée mais qu'elle est l'œuvre d'un quart de siècle. La corporation de l'esclavage a eu pas de chose à faire dans la question. Dans son discours d'inauguration le président Lincoln a dit : "Je n'ai pas l'intention d'intervenir directement ou indirectement dans la question de l'esclavage là où il existe. Je ne pense pas que j'ai le droit de le faire légalement, et je ne suis en aucune façon porté à le faire." Jusqu'à Mardi il n'y a pas eu un seul homme sur dix désirant l'abolition. M. Lindsay établit que par l'accroissement supérieur de la population du Nord, l'équilibre politique a été détruit et que les intérêts des deux sections ne se sont trouvés de plus en plus en opposition, puisqu'il n'était la question du tarif. "Les causes réelles, dit-il, de la rupture actuelle ont été la question même représentative de la balance du pouvoir entre les différentes sections de ce pays. Il a été démontré que l'intérêt de tous les Etats, mais pour l'avantage d'Etats particuliers."

M. Lindsay fait le tableau de la détresse causée en Angleterre par le manque de coton et dit : "Bien que le peuple anglais soit patient, un patience ne doit pas être mise trop à l'épreuve. Le peuple souffre plus qu'on ne le dit dans les journaux. Il sait que la guerre ne peut se terminer que par la séparation du Nord et du Sud et il compte que cette Chambre exprimera une opinion afin d'essayer et par une médiation amicale ou une représentation aux parties belligérantes en se jouera les amener à réfléchir, chacun sur le tort qu'elles se font à elles-mêmes, au monde sur le tort sérieux qu'elles infligent au peuple de ce pays."

D'orateur développe son idée que la guerre ne peut résulter fixé à séparation, basé sur le consentement mutuel, à moins que le nouveau Sud n'y a plus, dit-il, d'espoir de réunion ; ce qui nous sommes arrivés à cette conclusion ; alors il essaie de vaincre l'Angleterre, du concert, d'espoir, avec les grandes puissances européennes, d'offrir sa médiation.

D'orateur, après avoir lu une lettre pour établir ses opinions antérieures, la question et exprimé son désir de voir la république américaine parce que d'une part le Sud établissait le libre échange avec l'Angleterre et que de l'autre cette nation, en cas de guerre, pourrait compter sur les de la part du Nord, contient que l'offre de médiation ne serait pas repoussée par le Nord. Il lit plusieurs lettres d'Américains du Nord pour prouver que la médiation est désirée par la meilleure classe de la société méridionale. Il croit que le gouvernement de Washington serait heureux d'avoir une excuse pour reconnaître la guerre.

Il demandait ensuite si les autres puissances se joindraient à l'Angleterre, il répond qu'il ne peut pas parler de chacune. On sait que l'empereur des Français, dans le passé, a souffert plus que de coton est favorable à la médiation. Il croit que le Sud l'accepterait volontiers, car la cause de la séparation et que le Nord ne la refuserait pas. Il trouve étrange que le gouvernement n'ait pris aucune mesure dans ce but, on voyant combien le peuple anglais souffre de cette guerre fratricide. Il conclut en faveur de l'adoption de sa motion.

M. TAYLOR (conservateur) soutient que le moment n'est pas favorable pour discuter la motion. Il prend la défense de M. Mason au sujet que l'esclavage est la cause de la guerre. L'Angleterre qui a emancipé ses nègres au prix d'énormes sacrifices n'a pas le droit d'intervenir dans une pareille question. La question ne serait pas honneur à l'Angleterre et elle serait mal regardée comme une insulte par l'Amérique qui repoussait immédiatement avec indignation.

Lord A. VANE TEMPEST (conservateur) appuie la motion. Il croit la reconstruction de l'Union impossible, mais dit que si l'Union était rétablie, cela ne ferait que consolider l'esclavage. Il s'étonne que l'on considère l'esclavage déjà vu cinq millions de blancs réduits à une sujétion qu'ils détestent plus que la mort.

M. W. E. FORSTER (libéral) désire se considérer la question qu'au point de vue purement anglais. Il n'oppose à l'intervention parce qu'il croit qu'elle aggraverait la guerre au lieu d'y mettre fin. Si on désire une médiation, il est inutile d'en parler en public, et on veut l'imposer par une menace c'est le plus sûr moyen de fournir à M. Lincoln les 200,000 hommes qu'il demande. Il demande qu'on laisse cette affaire à la discrétion du gouvernement.

M. WHITSIDE (conservateur) ne croit pas, comme l'orateur précédent, que la cause de la guerre soit l'esclavage qui le soutient. Il pense que le Sud s'est séparé pour des raisons parfaitement justifiables. Il a établi un gouvernement de facto, et l'avenir dit le succès de la Belgique, de la Grèce, des colonies espagnoles pour établir que l'Angleterre en reconnaissant le Sud ne ferait que ce qu'elle a fait pour elle-même. Il termine par cette phrase : Le gouvernement fédéral du nord n'a donné aucune raison valable pour s'affranchir d'une reconnaissance des Etats Confédérés que les présidents, la pratique, le droit international, et tous les intérêts commerciaux et politiques exigent impérieusement, dans un esprit, non d'intervention, mais d'impartiale neutralité."

M. GREGORY (conservateur) rappelle la proposition faite par le secrétaire des affaires étrangères qui avait fixé la date à laquelle la guerre allait se terminer par la reconnaissance de l'Union. Cette proposition était faite sur les paroles de M. Charles Wood : "Donnez-nous 90 jours et la guerre sera finie." Depuis le commencement de la guerre on a pu voir le développement militaire avec l'obligation avec laquelle on a obtenu un renard dans le comté de Queen, mais on ne l'a jamais trouvé. Une ouverture d'entrée a été faite dans le comté de Limerick, et il y a trois millions de balles en Amérique qui attendent. L'orateur reprend les arguments historiques et invoque de la reconnaissance, et fait valoir les droits de l'Angleterre à aider le Sud. Il croit que la médiation offerte ne pourrait avec d'autres puissances ne serait pas refusée, et que ce serait un signal pour l'explosion de la balle de sujets guerrières.

LORD PALMERSTON.—J'espère qu'après ce long débats la chambre sera disposée à diviser la motion de M. Lindsay, représentant deux sujets. Le sujet qui a été discuté en détient est important et je ne crois pas que la question de la reconnaissance de ce débat à la session prochaine puisse être mûrie d'hacun résultant d'une discussion ni dans un sens ni dans un autre. (Applaudissements). Je regrette, il est vrai, que mon honorable ami ne jugé à propos d'ouvrir une telle discussion dans l'état actuel des choses. (Applaudissements). Il ne peut y avoir qu'un vœu dans tous en ce qui concerne la guerre d'Amérique, celui d'en voir la fin. (Ecoutez). Je puis donner qu'une discussion prématurée dans le parlement soit favorable au dénouement désiré par l'honorable membre. Il est vrai que beaucoup de choses flattantes pour les deux parties qui se combattent en Amérique ont été dites, mais on en a dit aussi des choses irritantes et il est plutôt dans le nature de l'homme de penser des choses offensantes que des choses qui consolent. Je regrette donc la discussion qui a eu lieu et j'espère que la Chambre ne considérera pas la motion de mon honorable ami comme qu'il a d'en remettre, sur ce point, à la sagesse et à la prévoyance du gouvernement. Je pense que le pays est satisfait de la conduite tenue par ce gouvernement jusqu'ici. Je ne demande pas cette personne une preuve de confiance, parceque le pense que quand on discute les mérites de la question, il serait bon de faire pour eux ce qu'il est même naturel qu'on fasse pour nous. Une foule de sujets sont du ressort exclusif de notre ministère et doivent être abandonnés à leur discrétion, en d'autres termes, c'est une responsabilité qui les regarde seule qui ne regarde pas la Chambre.

"Le soldat de cette Chambre, sait à ces remarques, opiné de la médiation et celui de la reconnaissance. Nous avons entendu un très savant et très logique discours sur la question de la reconnaissance. Nous ne voulons pas discuter la point que si le pays pensait qu'il était adopter cette politique nous serions parfaitement justifiés à reconnaître la Confédération du Sud, pourvu seulement que nous eussions la fait établi d'une manière bien sûr et parmanente. Ils entre le pouce, comme l'ont prétendu, que les Etats-Unis ne devraient y voir si une cause d'offense si une cause de guerre.

Mais le cas cité, celui des républiques du Sud est tout à fait différent de ces soumis actuellement à notre considération. Les républiques de l'Amérique du Sud ne furent reconnues qu'après avoir conquis et assuré leur indépendance. C'était une guerre entre elles et l'Espagne, séparée par toute la largeur de l'Atlantique de ses sujets révoltés et, lorsque de fait, elle ne pouvait sur eux. Elles avaient constitutions, de traité, pendant quinze ans avant d'obtenir leur admission officielle par l'Europe dans la famille des nations. Mais quel est l'Etat européen qui ne qui concerne l'Amérique? Nous nous imaginions, il y a quelques jours, que tout le comte du Mississipi était sous le pouvoir des Fédéraux, et qu'il était sur le point de prendre Richmond—nous savions que la Nouvelle-Orléans et port-être Charleston, étaient dans nous mains et je voudrais que l'on fit que est la déclaration du Sud à semblable jusqu'à la dernière extrémité pour la médiation de non indépendance, la lutte cependant n'a point encore été marquée de ce caractère presque qui justifierait en droit à regarder cette indépendance comme établie.

Mais on se trompe sur la valeur du mot reconnaissance. L'acte ne changerait rien aux relations de l'Angleterre avec les Etats du Sud, et ne constituerait pas une nation à moins qu'il ne fut suivi de quelque mesure d'intervention mais la reconnaissance est parfait comme complète avec la reconnaissance.

Lord Palmerston se livre ici à des fleez si communs, et bâtons et rebâtons que n'ont rendre servilas à nos lecteurs que de passer nous silence sur cette longue partie de sa harangue. Nous la reprendrons à un point plus intéressant.

Il n'y a pas d'exemple, dans l'histoire de monde, continue le ministre, d'une lutte pareille à celle qui se poursuit maintenant en Amérique, une lutte d'une pareille grandeur entre deux sections du même peuple. La guerre de trente ans en Allemagne fut peut-être développée par les guerres civiles, mais jamais l'histoire rapporte une pareille, en proportion de la population. Le nombre ne serait pas beaucoup à l'Angleterre si elle avait à rien regarder comme une insulte par l'Amérique qui repoussait immédiatement avec indignation.

Lord A. VANE TEMPEST (conservateur) appuie la motion. Il croit la reconstruction de l'Union impossible, mais dit que si l'Union était rétablie, cela ne ferait que consolider l'esclavage. Il s'étonne que l'on considère l'esclavage déjà vu cinq millions de blancs réduits à une sujétion qu'ils détestent plus que la mort.

M. W. E. FORSTER (libéral) désire se considérer la question qu'au point de vue purement anglais. Il n'oppose à l'intervention parce qu'il croit qu'elle aggraverait la guerre au lieu d'y mettre fin. Si on désire une médiation, il est inutile d'en parler en public, et on veut l'imposer par une menace c'est le plus sûr moyen de fournir à M. Lincoln les 200,000 hommes qu'il demande. Il demande qu'on laisse cette affaire à la discrétion du gouvernement.

M. WHITSIDE (conservateur) ne croit pas, comme l'orateur précédent, que la cause de la guerre soit l'esclavage qui le soutient. Il pense que le Sud s'est séparé pour des raisons parfaitement justifiables. Il a établi un gouvernement de facto, et l'avenir dit le succès de la Belgique, de la Grèce, des colonies espagnoles pour établir que l'Angleterre en reconnaissant le Sud ne ferait que ce qu'elle a fait pour elle-même. Il termine par cette phrase : Le gouvernement fédéral du nord n'a donné aucune raison valable pour s'affranchir d'une reconnaissance des Etats Confédérés que les présidents, la pratique, le droit international, et tous les intérêts commerciaux et politiques exigent impérieusement, dans un esprit, non d'intervention, mais d'impartiale neutralité."

M. GREGORY (conservateur) rappelle la proposition faite par le secrétaire des affaires étrangères qui avait fixé la date à laquelle la guerre allait se terminer par la reconnaissance de l'Union. Cette proposition était faite sur les paroles de M. Charles Wood : "Donnez-nous 90 jours et la guerre sera finie." Depuis le commencement de la guerre on a pu voir le développement militaire avec l'obligation avec laquelle on a obtenu un renard dans le comté de Queen, mais on ne l'a jamais trouvé. Une ouverture d'entrée a été faite dans le comté de Limerick, et il y a trois millions de balles en Amérique qui attendent. L'orateur reprend les arguments historiques et invoque de la reconnaissance, et fait valoir les droits de l'Angleterre à aider le Sud. Il croit que la médiation offerte ne pourrait avec d'autres puissances ne serait pas refusée, et que ce serait un signal pour l'explosion de la balle de sujets guerrières.

LORD PALMERSTON.—J'espère qu'après ce long débats la chambre sera disposée à diviser la motion de M. Lindsay, représentant deux sujets. Le sujet qui a été discuté en détient est important et je ne crois pas que la question de la reconnaissance de ce débat à la session prochaine puisse être mûrie d'hacun résultant d'une discussion ni dans un sens ni dans un autre. (Applaudissements). Je regrette, il est vrai, que mon honorable ami ne jugé à propos d'ouvrir une telle discussion dans l'état actuel des choses. (Applaudissements). Il ne peut y avoir qu'un vœu dans tous en ce qui concerne la guerre d'Amérique, celui d'en voir la fin. (Ecoutez). Je puis donner qu'une discussion prématurée dans le parlement soit favorable au dénouement désiré par l'honorable membre. Il est vrai que beaucoup de choses flattantes pour les deux parties qui se combattent en Amérique ont été dites, mais on en a dit aussi des choses irritantes et il est plutôt dans le nature de l'homme de penser des choses offensantes que des choses qui consolent. Je regrette donc la discussion qui a eu lieu et j'espère que la Chambre ne considérera pas la motion de mon honorable ami comme qu'il a d'en remettre, sur ce point, à la sagesse et à la prévoyance du gouvernement. Je pense que le pays est satisfait de la conduite tenue par ce gouvernement jusqu'ici. Je ne demande pas cette personne une preuve de confiance, parceque le pense que quand on discute les mérites de la question, il serait bon de faire pour eux ce qu'il est même naturel qu'on fasse pour nous. Une foule de sujets sont du ressort exclusif de notre ministère et doivent être abandonnés à leur discrétion, en d'autres termes, c'est une responsabilité qui les regarde seule qui ne regarde pas la Chambre.

"Le soldat de cette Chambre, sait à ces remarques, opiné de la médiation et celui de la reconnaissance. Nous avons entendu un très savant et très logique discours sur la question de la reconnaissance. Nous ne voulons pas discuter la point que si le pays pensait qu'il était adopter cette politique nous serions parfaitement justifiés à reconnaître la Confédération du Sud, pourvu seulement que nous eussions la fait établi d'une manière bien sûr et parmanente. Ils entre le pouce, comme l'ont prétendu, que les Etats-Unis ne devraient y voir si une cause d'offense si une cause de guerre.

Bombardement de Donaldsonville.

Nous trouvons dans le *Delta* du toir la nouvelle suivante :

" Les rebelles ayant, devant Donaldsonville, tiré sur un transport du gouvernement, jeudi dernier, l'amiral Farragut, vendredi, a ordonné à une partie de sa flotte de détruire la ville. Il ne reste rien de la place que quelques poteaux debout.

" La ville est située à 50 milles de la Nouvelle Orléans, et devait être la capitale de la Louisiane.

" Il n'y reste que des ruines et des décombres. Nous apprenons que toutes les villes sur les rives du Mississippi qui été notifiées que si elles permettaient aux guérillas de tirer sur les transports qui montent ou qui descendent, elles seront bombardées et détruites."

ST-JEAN-BAPTISTE. — Nous lisons dans le *Meschacébé* :

" Nous avons vu passer, depuis le commencement de la semaine, une quantité de navires de guerre plus grande que de coutume, sept à neuf trois des fortes frégates qui étaient descendues dernièrement de Vicksburg, sont passées à Baton-Rouge, se rendant à la Nouvelle-Orléans. Avant-hier, jeudi, tout le long de la côte, dans notre paroisse, l'on charriait les épaves d'un steamer démoli en qui avait fait explosion; des objets de toilette, de vêtements, mais principalement des fournitures militaires, descendaient le courant.

—Des vingt-trois nègres marrons pris la semaine dernière, vingt-deux ont été ramenés, en deux convois différents, chez leurs maîtres. Pendant le trajet du premier convoi de la Nouvelle-Orléans ici, un des nègres dont on se méfiait le moins—et l'on se méfiait peu des autres, car aucun n'était attaché,—a trouvé le moyen de s'enfuir de nouveau. La rentrée de ce nègre *et home* sera, croyons-nous, d'un bon exemple pour leurs voisins de même race. Néanmoins, entre le départ de cette bande et le retour de celui-ci, on nous assure que, dans l'anse du Bonnet-Carré, il y a eu une nouvelle bande de dix-neuf nègres fugitifs.

TACTIQUE DE JUAREZ.—Une lettre de Matzoc, du 8 juin, nous donne des nouvelles de cette ville, dans laquelle il régnait une très vive inquiétude. Les autorités avaient voulu faire désarmer les étrangers qui habitaient portant que tous, sur les dix de sécher les pleurs, avait le privilège de les faire mettre, et les hommes qui recrut avaient été effacées par les larmes de bonheur.

Au bout de quelques jours cette mesure trompeuse d'une bande de deux hommes fraîchement, on fonda de prince, qui n'était point occupé, pour se plaindre sans doute de ce délabrement et de la laisser dans maître, fut révolté en surprenant par un de ses domestiques, le page, ou plutôt le favori de la reine, en train de l'habiller.

Le brait partait évidemment des plis du mouchoir. On eût dit la danse des fusilles mortes au premier souffle du vent d'automne : on bien encore quelque grenadier en faction qui bat son fond dans le creux de son arbre après la fête du jour; on bien encore les notes mélancoliques que font entendre les gouttes d'eau en tombant des fontaines du fond des bassins.

C'était enfin un petit frémissement pareil à celui que rend une la main une robe de soie. Qu'est ceci?

Evidemment, ce charmant petit mouchoir de batiste ne pouvait rendre, de son propre mouvement et par sa seule volonté, un bruit aussi sonore que celui-là.

Le prince de Condé, étonné de ce bruit, devenait naturellement le mouchoir, qui lui livra naturellement son secret.

Il venait d'un petit papier roulé qui, sans doute, se trouvait par mégarde dans un pli de ce mouchoir.

Ce papier contenait probablement la déclaration de un candidat : ce fut du moins celle n'avait été qu'une manière de mettre la tête à la poste.

C'était avoir du guignon, en en conviendra, que de perdre un pareil billet.

Mais le billet ne serait pas perdu, M. de Condé en jeune Bleau, dès il entendre jusqu'au lendemain matin.

Il attendrait, il chercherait, mais inutilement. Il eut bien l'idée un instant de sonner jusqu'au garçon de garde de Louvois, d'y emprunter une machine où de se venir chercher son billet.

Oui, mais si, pendant ce temps là, arrivait par aventure chez un coup de vent, qui dérobât au prince qu'il retrouvassiez le billet et il le laissât!

Le prince en était là de ses cruelles perplexités, lorsqu'il vit venir à lui une rumeur de gaîté, probable d'un engage tenant une lanterne à la main.

C'était tout ce qu'il pouvait désirer de mieux pour le moment.

Il appela le sergent, se fit reconnaître, et, lui emprunta sa lanterne.

Après dix minutes de recherches, il pensa un cri de joie : il venait d'apercevoir le blanchet roux papier!

Cette fois, le papier ne tenta pas même de fuir, et, avec une inébranlable joie, le prince sait la main dessus.

Mais, en même temps qu'il mettait la main sur le papier, il sentit une main qui se posait sur son épaule, et une voix bien connue lui demandait si ce n'était pas de l'écarté.

Mais que diable faites-vous donc là, mon cher prince? Cherchez-vous un homme, par hasard?

Le prince reconnut la voix de l'amiral

Il rendit vivement la lanterne au sergent, et dans une soldats les deux ou trois pièces d'or qu'il avait sur lui et qui faisaient probablement, pour lui, toute la fortune de pauvre soldat de famille.

Le chose de Mme Vve ANGELA LANATA.

—Ah! dit il, je cherche quelqu amoureux bien autrement important pour le philosophe : je qu'un homme ne l'est plus en ph

cherche une lettre de femme.

—Et l'avez-vous trouvée?

—Par bonheur! car, si je ne m'étais pas dépêché, j'aurais probablement donné une bonne idée dans de la sœur affreusement compromise

—Ah! diable! voilà qui est d'un cavalier discret. Ça ne bâtes l'....

—N'a d'important que pour moi, mon cher amiral, dit le jeune prince en l'accompagnant avec la main dans la poche de côté de son pourpoint, dont il tenait toujours le papier, pendant que je vais vous reconduire rue Bétbly, ce qui n'est pas passé entre le maréchal de Saint André et le roi.

—Par ma foi! quelque chose de fort étrange : une lettre de Catherine relative au supplice du conseiller Anne Dubourg auquel nous l'a.

—Ah ça : mon cher amiral, dit en riant le prince de Condé, sia m'a tout l'air de venir de quelque corsage qui aura mangé de la vache à Colas.

—J'en ai, par ma foi, pour dit Coligny ; je donne que ce message ne affaires de notre conseiller. Comment demander au grâce à présent ? Le roi sera toujours à gendre ; il ne sera plus temps de traverser la chasse par le pont aux Meuniers, qu'une heure de nuit, tout lui fut un prétexte, lassité, donnasse à parcourir, heure avancée de la nuit, pour quand l'amiral et regagner son hôtel.

Une fois côté, l'amiral était préoccupé pour le retour.

Rien résulta que rien ne s'opposa au départ de M. de Condé, qui, une fois hors de vue du seigneur de Chatillon, prit son cheval par la bride, tenant toujours, de peur qu'il ne se perdit de nouveau, le précieux billet, dans la poche de son pourpoint. Mais, cette fois, il n'y avait pas de danger !

Rentrer chez lui, monter les quinze ou dix huit marches qui conduisaient à son appartement, c'était pour le prince l'affaire d'un instant.

Arrivé dans sa chambre, il renferma sa porte, se rapprocher des bougies et tirer le papier de sa poche, tout cela fut l'affaire de dix minutes à peine.

Seulement, au moment de dérouler et de lire ce charmant message d'amour, un bâtard et par-dessus